

Impôts reportés

Pendant la plus grande partie de la présente décennie, la valeur cumulative des impôts reportés était à peu près équivalente au déficit fédéral. Chaque année, les sociétés du Canada «reportent» le versement d'environ 2 milliards de dollars de plus d'impôts. Ces reports devraient diminuer avec l'élimination d'un certain nombre de concessions fiscales mais, dans l'intervalle, les impôts reportés sont assimilables à une source permanente de financement gratuit des sociétés. D'après certains analystes, les reports d'impôt constituent davantage du capital-actions que de la dette, surtout que la taille des crédits (reports) inutilisés est souvent l'appât qui attire les offres de prise de contrôle. (La société Dome Petroleum avait 6 milliards de dollars de dettes au moment de son rachat, mais elle avait également 1 milliard de dollars de pertes fiscales inutilisées, ainsi que de précieuses réserves de ressources naturelles à vendre.) Les acheteurs peuvent se servir des pertes et des crédits fiscaux inutilisés pour abaisser leur propre charge d'impôt sur le revenu. Afin de réduire la valeur de ces «prêts» fiscaux pour les entreprises, le gouvernement devrait commencer à calculer un intérêt de 10 p. 100 sur les impôts reportés des grandes sociétés.

Impôt sur la richesse

L'absence d'un impôt sur les transferts de richesse constituait l'omission la plus évidente et la plus grave des mesures de réforme fiscale du gouvernement. La richesse est infiniment plus concentrée que le revenu. Par exemple,

- * Classées par ordre de richesse, 40 p. 100 des familles canadiennes ne possèdent presque rien tandis que 5 p. 100 possèdent près de 50 p. 100 de la richesse.
- * Les 32 familles les plus riches du Canada contrôlent, avec 5 conglomérats, près d'un tiers de l'actif non financier du pays, soit presque le double de ce qu'elles contrôlaient il y a seulement quatre ans. (Aux États-Unis, les 100 plus grandes sociétés ne possédaient qu'un tiers de l'actif non financier.)
- * On estime que les fortunes combinées des 32 familles les plus riches du Canada totalisent 132 milliards de dollars.
- * Parmi les 400 plus grandes sociétés du Canada, seules 20 ont un capital-actions largement réparti. Les 380 autres sont contrôlées par l'une des familles les plus riches du Canada.

Le régime fiscal actuel ne fait rien pour réduire ces énormes concentrations de richesse. Cela veut dire qu'en l'absence de mesures correctives, le pays sera dirigé par un groupe de familles riches, qui pourront rester là pendant des générations si elles le souhaitent.

Le Canada est l'un des rares pays industrialisés à ne pas avoir un impôt sur les transferts de richesse. Depuis l'abolition en 1972 de l'impôt sur les successions et les dons, on estime que les Canadiens ont fait cadeau de plus de 10 milliards de dollars aux familles les